

# Le vernis social de l'extrême-droite

/// L'extrême-droite progresse partout en Europe. L'Italie et la Hongrie sont dirigées par des gouvernements d'extrême droite. En Finlande et en Slovaquie, l'extrême droite est membre du gouvernement, et en Suède, l'extrême droite soutient le gouvernement sans participation. En Belgique, les derniers sondages annoncent un nouveau « dimanche noir », synonyme de victoire du Vlaams Belang aux prochaines élections. La Belgique francophone n'est pas immunisée : les résultats des listes les plus à droite aux élections fédérales de 2019 tournaient autour des 10% dans des villes comme Charleroi, Châtelet, Verviers et Seraing... et un Belge sur deux souhaite une gouvernance autoritaire, d'après le rapport Noir, Jaune, Blues (RTBF et Le Soir, 2022).

Dans les programmes économiques des partis d'extrême-droite, on trouve d'emblée des mesures plutôt favorables aux entreprises, aux propriétaires fonciers et aux ménages (les plus) aisés : baisse des cotisations sociales patronales, baisse de l'impôt sur le bénéfice des entreprises, diminution des dépenses publiques... Mais certains partis d'extrême-droite affichent un vernis social, parfois très explicite, pour tenter d'attirer les électeurs des classes dites « populaires », les travailleurs et les familles modestes.

## Un programme antisocial

Le Vlaams Belang (VB), par exemple, met en avant une série de mesures qui semblent

marquées à gauche : augmenter les allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, abaisser l'âge de la pension à 65 ans, garantir l'indexation des salaires... Mais il ne faut pas s'y tromper : ces mesures sociales seraient réservées aux « flamands blancs », elles ne bénéficieraient ni aux francophones ni aux personnes immigrées ou issues de l'immigration. Le VB défend la scission complète de la Sécurité sociale fédérale. Il veut conditionner l'accès à la Sécu « générale » à une longue période de résidence. Les « étrangers » cotiseraient à une Sécu « spéciale », sans accès aux prestations sociales de la Sécu « générale ».

Par ailleurs, si le VB se prononce pour une pension minimum à 1.500€ à 65 ans (avec

## Position de la CSC, par Ann Vermorgen,

La fièvre électorale augmente à mesure que l'échéance du 9 juin approche. Ceux qui avaient espéré que les médias s'intéressent aux questions de fond en sont déjà pour leurs frais. Un seul sujet passionne les journalistes et le monde politique : la NVA et le Vlaams Belang parviendront-ils à constituer un gouvernement flamand si leur nombre de sièges le leur permet ? Au risque de vous étonner, je comprends cette fascination qu'éprouvent les médias. Soyons honnêtes: notre pays et notre vie seraient profondément bouleversés si le Vlaams Belang devait arriver au pouvoir.

Chères amies, chers amis,

La haine et l'exclusion qui imprègnent le Vlaams Belang m'inquiètent encore davantage. Il y a deux semaines, un jugement est enfin tombé dans le procès intenté contre Dries Van Langenhove, qui était député fé-

déral Vlaams Belang jusque dans un passé récent et « patron » de Schild & Vrienden. Il a été condamné pour racisme. Malgré toutes les saloperies que Van Langenhove profère, le Vlaams Belang et son chef, Tom Van Grieken, continuent de soutenir ce type et ses idées. Au moins, comme cela, tout est très clair. Pour Van Grieken et son parti, les étrangers n'ont rien à faire en Flandre. Les gens qui croient en un autre dieu, non plus. Pas plus que les francophones. Ou les juifs. Ou les LGBTQIA+. Ni les femmes qui réclament l'égalité de droits. Ni les syndicalistes qui défendent les droits des travailleurs. Ni ceux qui se soucient du climat. Vous entendez bien : pas de place pour les étrangers, pas de place pour les personnes qui croient en un autre dieu, pas de place pour les francophones, pas de place pour les juifs, pas de place pour les LGBTQIA+, pas de place pour les femmes qui revendiquent l'égalité des droits, pas de place

une carrière complète), c'est dans le cadre d'un système de pension à points où seules les heures effectivement prestées seraient valorisées (et non les heures de maladie, de congés parentaux, de crédits-temps, de chômage...). Le VB défend également une forte limitation des allocations de chômage dans le temps. Bref, il faut le dire avec force : il n'y a rien, dans le programme des partis d'extrême-droite, qui puisse améliorer de façon immédiate les conditions de vie des travailleurs et des familles modestes.

## Des votes antisociaux

Lorsqu'ils sont au Parlement, les partis d'extrême-droite votent régulièrement contre les intérêts des travailleurs. En Belgique, c'est le cas du Vlaams Belang. En 2015, un seul député du VB a voté contre le report de l'âge de la pension de 65 à 67 ans. En 2017, le VB a voté pour le durcissement de loi de 1996 dite de « blocage des salaires » et pour des mesures de contraintes supplémentaires visant les malades de longue durée face

au marché de l'emploi. Au Parlement européen, le VB a voté contre une directive européenne sur le salaire minimum, contre l'instauration d'une liste noire des États européens qui sont des paradis fiscaux, contre l'établissement d'un cadastre des impôts payés par les multinationales.

## Des gouvernements antisociaux

Quand ils sont au pouvoir, les partis d'extrême-droite n'améliorent pas le sort des travailleurs : loin de là ! La Hongrie de Viktor Orbán - un modèle pour les partis d'extrême-droite au niveau mondial - est certainement l'Etat le moins social d'Europe. La durée d'indemnisation du chômage y est la plus faible ; la flexibilité du marché du travail (et la précarité qui en découle) très forte ; le droit de grève quasiment inexistant ; et l'impôt sur le bénéfice des entreprises, le plus bas d'Europe...

## Diviser et affaiblir les travailleurs

La seule manière pour les travailleurs de se faire entendre et d'imposer la satisfaction d'une partie au moins de leurs intérêts, c'est de s'unir et de se mobiliser ensemble. L'extrême-droite a pour fonction de briser cette unité possible. La stratégie de l'extrême-droite est de créer une division infranchissable entre les travailleurs immigrés ou issus de l'immigration (en particulier les musulmans et les migrants) et les travailleurs « blancs », qui formeraient un « peuple » purement fantasmé, avec une identité strictement nationale et une culture unique. Pourquoi ? Parce que dès que les travailleurs se divisent sur une ligne « raciale », ils perdent leur capacité d'agir ensemble : ils perdent toute possibilité de casser les politiques des classes dominantes (capitalistes, actionnaires, ultrariches) et de construire une société juste pour l'ensemble du monde du travail.

*Jean-François Libotte*

# Présidente

pour les syndicalistes qui défendent les droits des travailleurs, pas de place pour les citoyens qui s'inquiètent pour le climat.

Personne dans cette salle n'a sa place dans la société que préconise le Vlaams Belang ! Vous ne pourrez plus participer à cette société ! Nous ne pourrions plus participer à cette société ! Vous serez exclus ET très probablement aussi très fermement remis à votre place. Cette exclusion et cette haine sont en contradiction totale avec les valeurs que préconise la CSC. Pour nous, les citoyens sont tous égaux et chacun bénéficie des mêmes droits. Ce sont là les principes pour lesquels nos prédécesseurs se sont toujours battus et que nous continuons tous à défendre.

Les citoyens sont tous égaux. Peu importe le lieu de naissance, peu importe le niveau de richesse, peu importe que l'on aime les hommes ou les femmes, qu'on soit noir ou

blanc, qu'on soit croyant ou athée. Or ce sont précisément ces valeurs que des parvenus comme Van Langenhove, Van Grieken, Dewinter veulent nous enlever.

Nous ne nous laisserons pas faire !

Voilà pourquoi, chères amies, chers amis, la CSC défend une ligne claire. Permettez-moi de la répéter une fois de plus, car les médias nous demandent de plus en plus si nous ne devrions quand même pas être un peu plus ouverts vis-à-vis du Vlaams Belang.

Notre réponse est claire, nette et précise : non, il n'en est pas question. Nous n'invitons pas le Vlaams Belang. Nous ne parlons pas avec ces gens-là. Nous confirmons qu'être militant ou membre de la CSC n'est pas compatible avec le fait de militer pour le Vlaams Belang. Nous demandons à nos candidats pour les élections sociales de signer une déclaration d'engagement. Le Vlaams

Belang est un parti qui exclut les gens et qui répand la haine. Ce parti rejette les droits démocratiques fondamentaux. Il est contre l'égalité. Ce parti défend des valeurs totalement opposées aux nôtres.

Nous ne pouvons pas être indifférents à ce sujet, ni admettre l'ignorance dans ce domaine. Sinon, nous savons où cela finira : nos parents et/ou nos grands-parents ont vécu une barbarie et une misère incroyables en Europe il y a 80 ans.

Si les inégalités et l'exclusion deviennent la norme, nous en arriverons très rapidement à ce que plus personne ne soit en sécurité. Dans ce cas, l'arbitraire et la loi du plus fort seront les seules règles.

Pareille situation ne peut se reproduire !  
« Intervention à propos de la lutte contre l'extrême droite de Ann Vermorgen (présidente CSC) au Conseil Général du 19 mars 2024 »